

## UNE VISION POUR LES MINISTÈRES EN FRANÇAIS DANS L'ÉGLISE UNIE DU CANADA

**Origin:** Unité des Ministères en français (UMiF)

Rapport: *«Les Temps sont favorables...»*

*« L'Église Unie du Canada a hérité d'une grande responsabilité en ce qui a trait au travail en français... L'Église Unie du Canada qui, par la grâce de Dieu, travaille à faire sa part dans la construction du Royaume sur la terre, porte la responsabilité d'essayer d'aider à travers le Canada les gens de différentes cultures et langues à se comprendre. De la Baie des Chaleurs aux Iles de la Reine Charlotte, nous devons être une seule Église... »*

(Livre des rapports annuels, volume II, 1963)

*« ...Qu'il soit résolu que l'Église Unie du Canada s'engage à devenir une Église interculturelle, et que la dimension interculturelle des ministères soit une priorité de notre dénomination, et ce, en vivant pratiquement ses engagements à la justice raciale, où l'on retrouve un respect mutuel dans la diversité ainsi qu'une pleine et équitable participation de toutes les composantes autochtones, francophones, des minorités et de la majorité culturelle dans la totalité de la vie, de la mission et des pratiques de toute l'Église. »*

(39<sup>e</sup> Conseil général à Thunder Bay, août 2006)

### Historique

Nous partons d'une *vision large* de l'Église Unie du Canada, appelée à actualiser pour aujourd'hui une compréhension renouvelée de l'Évangile et ce, au service de toutes les populations et cultures constituantes du pays, dans des relations justes, inclusives et mutuellement porteuses de vie. Il s'agit, dans une perspective de relance de notre mission commune en Jésus Christ, « de faire place égale dans le cercle – en dignité, valeur, respect et soutien – aux Premières Nations à qui Dieu a confié le soin de ce coin de Création, aux francophones dont les racines protestantes et le témoignage remontent aux origines de la présence française au pays, aux diverses et riches minorités culturelles en quête de dignité et de respect et vulnérables au racisme, à la majorité anglophone elle-même en transition identitaire; afin que toutes ces composantes de notre Église puissent ensemble, en interrelation de soutien mutuel, transformer l'Église et raviver son témoignage de l'Évangile ». (UMiF)

Nous tenons que les francophones protestants et la présence à la société francophone font partie de la question identitaire même de l'Église Unie du Canada. Afin de répondre à sa vocation d'être une Église Unie *contextuelle* au pays, notre Église se doit d'être présente de manière *crédible* et *engagée* au Québec et aux diverses sociétés francophones, et active dans sa compréhension et son soutien des ministères en français. Notre appel au Conseil général vise à ce que...

*« L'Église Unie du Canada, comme Église nationale, s'approprie dans son ensemble les Ministères en français comme faisant partie intégrante de son identité, de sa mission, de sa vision d'avenir et de sa stratégie de présence et de développement ... »* (UMiF). Le dernier Rapport sur les Ministères en Français au Conseil général date de 1982, à Montréal, soit il y a 27 ans. C'est pourquoi nous partageons notre histoire peu connue afin de broser le contexte et la vision des recommandations présentées par ce Rapport.

## **1. Notre Histoire : « Nous nous souvenons »... pour imaginer l'avenir L'accueil des Premières Nations**

*Kanata*, nous rappelle notre frère et ancien modérateur Stan Mackay, en Cri signifie Terre Sacrée.

Les Premières Nations, dès l'arrivée des premiers européens, nous ont appris un grand amour pour cette « Terre sacrée » et pour ce pays que leur a confié le Créateur. Cet amour du pays marque les peuples francophones depuis le début de la présence européenne jusqu'à nos jours. Nos frères et sœurs autochtones ont partagé leur espace et nous ont appris à y vivre. « Nous nous souvenons », en tant que protestants francophones, que nous étions là dès ces premières rencontres, sur cette terre sacrée, désignée également comme terre de refuge pour les Huguenots persécutés. Ce sont nos racines. Le rappel de l'accueil généreux des Premiers Peuples, mais aussi des alliances conclues et brisées, de la lente dépossession de leur terre, de leurs droits et de leurs trésors identitaires et spirituels, leurs souffrances entraînées par l'exclusion, le racisme, les pensionnats, résonne profondément en nous et nous pousse aujourd'hui à retrouver le chemin des relations justes avec eux. De tout notre cœur, nous cherchons à marcher humblement avec eux pour célébrer leurs rêves de dignité et d'autonomie retrouvée, rechercher notre propre guérison dans un partenariat nouveau et mutuel.

Le partenariat entre les Ministères francophones, autochtones et interculturels et de communautés diverses, nous remet tous ensemble, avec toutes les autres composantes de notre Église, sur le chemin d'une Vision transformatrice de l'Église Unie du Canada, chemin d'espérance et de mission renouvelée.

### **Nos racines profondes**

Fait peu connu mais bien établi, l'histoire des ministères en français au Canada a des racines aussi longues que celles de la présence française au 16<sup>e</sup> siècle. À travers les histoires de Jean-François Sieur de Roberval (1534), Pierre du Gua Sieur de Mons, premier Gouverneur (1604), et bien d'autres Huguenots français, nous voyons des gens qui ont beaucoup contribué à l'établissement de la Nouvelle-France luttant pour une pluralité d'expression spirituelle et pour une société de droit et de tolérance. Dès les débuts, la Bible fut lue et priée en français et les psaumes réformés chantés sur les rives du Saint-Laurent jusqu'aux Grands Lacs, en Louisiane et dans les églises qui s'y sont formées. Ce fil de présence protestante d'origine française se trace tout au long de l'histoire de l'Acadie, du Québec, de l'Ontario français, et de l'Ouest. Tout comme en Europe, les franco-protestants furent mis à l'écart de la société et au Canada français et connurent même l'interdit d'hiverner. Ces protestants francophones durent choisir soit d'entrer dans une semi-clandestinité comme individus, soit de repartir en exil en Europe ou au Sud, soit d'aller se réfugier et prendre famille chez les Autochtones où ils furent adoptés. De cela aussi, nous nous souvenons avec reconnaissance

### **Un nouveau départ**

Il faut attendre les années 1830, avec l'arrivée et le ministère de madame Henriette Feller-Odin et d'autres, pour que l'on voie ce fil regagner sa visibilité. L'établissement de la *French Canadian Missionary Society/La Société missionnaire canadienne française* (SMCF) en 1839, société missionnaire non dénominationnelle et œcuménique avant l'heure, basée à Montréal, marque un nouveau et vigoureux départ. Une quadruple stratégie de colportage de bibles et

d'éducation à la foi, de création d'écoles de rang pour les démunis, de postes de mission et de paroisses, porte fruit auprès d'une population délaissée et assoiffée d'Évangile. Nous voyons l'établissement de nombreuses paroisses et communautés francophones de l'Atlantique jusque dans l'Ouest canadien et même en Nouvelle-Angleterre. La fondation de paroisses, comme l'Église Unie de Belle-Rivière (1840), l'Église Unie Saint-Jean (Montréal 1842), l'Église Unie Saint-Marc (Ottawa 1867) et Saint-Paul de Namur (1870) fait partie de ce grand mouvement missionnaire de 1839 aux années 1880. Ce mouvement transformateur, dynamique, canadien français, donne naissance à un réseau d'environ 98 écoles, missions, charges pastorales et lieux de regroupements spirituels francophones à travers le Canada français. La SMCF, soutenue à l'origine par des Églises anglophones, congrégationalistes, méthodistes, presbytériennes et anglicanes, tombe victime du dénominationalisme et voit, en 1875, celles-ci retirer leur appui, se partager le personnel et les avoirs de la Société missionnaire. Chaque dénomination prend le contrôle des ministères en français et entre en compétition les unes contre les autres. C'est un jour sombre pour les protestants francophones, qui marque leur dispersion et le démantèlement de leur « Grande Famille » en mission et le début de luttes contre le déclin et la marginalisation au sein de leurs Églises respectives.

### **Espérance et crise**

Toutefois, dans les années qui précèdent l'Union de 1925, l'enthousiasme et l'espoir des francophones renaissent. Quarante-cinq (45) paroisses environ, autant de postes de mission, une douzaine d'écoles dont trois importantes, un lieu de formation théologique à McGill embrassent l'Union avec espérance. C'est sans doute la seule composante à décider à l'unanimité de se joindre à l'Église Unie du Canada; le vote fut superflu. Les francophones voyaient le fait de se joindre à l'Église Unie comme une deuxième chance de reconstituer « La Grande Famille » enfin ré-unie et d'opérer une vigoureuse relance des ministères et de la mission en français dans la nouvelle Église.

Mais très peu de temps après l'Union, les priorités de la nouvelle Église ne mettent que peu d'accent sur le soutien et le développement des ministères en français – et autochtones –. On ferme les écoles – sauf l'Institut Évangélique de la Pointe-aux-Trembles –, on diminue le soutien à la mission et aux ressources en français, on ferme le module francophone de formation théologique. L'éducation tant publique que théologique se fera en anglais, ce qui en fait tendra à assimiler les francophones de l'Église Unie et réduira et sa crédibilité auprès des francophones et ses capacités de faire du ministère en français. Moins de trente ans plus tard, les effets sont là : il y a une carence de leadership pastoral et il faut importer du personnel ministériel d'Europe. Une tendance qui ne s'inversera que dans les années 1980 avec l'arrivée de nouvelles vocations qui sont aujourd'hui constantes. L'œuvre francophone de l'Église Unie conçue dans l'enthousiasme va lutter contre un graduel déclin.

### **De la décroissance à l'espoir**

Il nous faut cependant rappeler qu'à travers notre histoire comme Église, nous avons aussi vécu ensemble, francophones et anglophones, des moments et réalisations qui ont été des bénédictions et que nous voulons célébrer avec reconnaissance. Depuis les années 1970, l'Église Unie du Canada a créé de nombreux comités de travail et de réflexion sur les relations franco-anglaises, recherchant un dialogue exigeant, la compréhension, le respect, la justice et la réconciliation. Signalons son appui clair aux droits linguistiques et culturels, sociaux et politiques des minorités

francophones à travers le pays : appui aux Acadien-nes en 1980, et lettre pastorale face aux torts causés par le Grand Déplacement de 1755 (2005); mandat d'un groupe d'écoute des Québécois-es conduit par le modérateur, le Très Révérend Stan MacKay (1993); appui aux franco-ontariens, et aux Métis et franco-manitobain-es par la demande de pardon pour Louis Riel (1980); et reconnaissance des peuples à l'autodétermination (1972 et 1980).

Dans ces diverses initiatives, humblement et avec détermination, les francophones de l'Église Unie ont joué un rôle de pont et d'éveilleurs de conscience sur le plan social et œcuménique entre francophones et anglophones, mettant à profit, comme minorité, leur double appartenance et leur double solidarité de *francophones* dans une Église majoritairement anglophone et de *protestants* dans une société majoritairement francophone de culture catholique. Le Centre Dialogue (ministère de présence œcuménique et de justice sociale, années 80, Consistoire de Montréal) suivi du Projet Dialogue – Québec du synode Montréal et Ottawa (années 90), ont été exemplaires en ce sens.

Aux niveaux régionaux, la création de La Zone pastorale francophone (1971, Consistoire de Montréal); du Consistoire Laurentien en 1985 (Synode Montréal et Ottawa – M&O), du Comité des ministères en français (Synode M&O 2007) lieu de planification et de développement inter-consistoires. Célébrons aussi dans les Synodes des Maritimes et de Gitchi-Manitou ainsi que dans le Consistoire de Winnipeg, à partir de 2004, le développement d'initiatives, de groupes d'intérêt et de comités dédiés au développement des ministères en français.

À divers niveaux, l'Église Unie a également cherché à se doter d'instances officielles pour soutenir les ministères en français : au niveau national, le Working Unit for Ministries in French (Groupe de travail pour les ministères en français, WUMF – 1980), suivi du Comité permanent des ministères en français (COPERMIF, 1992), enfin en 2002, la création de l'Unité des Ministères en Français (UMiF) qui marque un progrès qualitatif concernant la présence, la visibilité et l'impact des ministères francophones dans l'Église Unie du Canada.

La présence de l'UMiF aux bureaux de l'Église Unie du Canada permet de sensibiliser le Conseil général aux initiatives et développement en français et de faire avancer concrètement notre Église de manière crédible. Toutes ces avancées n'auraient pas été possibles sans la présence continue et l'accompagnement de frères et de sœurs anglophones de toutes cultures qui ont toujours su garder et partager une vision de la place des francophones au pays et la responsabilité de développer des ministères francophones au sein de notre Église et pour son témoignage.

### **Reprendre notre place et notre mission**

À cause d'un déclin constant depuis 1925, résultant d'un manque de vision, de leadership formé en français et d'investissement dans le développement, l'œuvre francophone de l'Église Unie du Canada, dans un pays officiellement bilingue, se trouve réduite aujourd'hui à un état **de masse critique minimale** (De l'information complémentaire accompagne ce rapport. Vous pouvez consulter l'annexe 4 du Cahier de travail no 2 – Une vision pour les Ministères en français sur <http://GC40.united-church.ca/downloads/workbooks>). Si nous voulons un réseau vivant et dynamique de ministères et nous engager dans un projet de redémarrage d'une nouvelle mission en français, nous ne pouvons perdre encore d'autres ressources ou d'autres aspects essentiels de l'œuvre.

Il est aujourd'hui de notre responsabilité de dire à l'Église, solennellement et avec respect, que si l'Église Unie du Canada n'investit pas dans de nouveaux ministères, en moins de dix ans un réseau viable de ministères en français cessera d'exister comme composante co-fondatrice d'une Église qui se veut à vocation « nationale » au Canada. Si l'Église Unie du Canada veut remettre à plus tard le démarrage de nouveaux projets de mission au sein des communautés francophones, nous croyons que ce démarrage sera impossible avec moins de personnel, de communautés et d'effectifs que ce que nous avons aujourd'hui.

Cependant, nous avons espoir. Un de nos anciens a dit : « Nous croyons que nous ne sommes pas ici pour gérer le déclin de l'Église Unie, mais que Dieu a nourri notre résilience et notre espérance jusqu'à ce jour afin que, comme une poignée de braise, nous puissions de nouveau repartir le feu de l'Évangile et la Mission de Dieu ». *Les temps sont favorables!*

Nous croyons aussi que l'Église Unie, née d'une grande vision d'unité, de justice et de mission, est capable aujourd'hui encore d'actualiser sa vocation d'Église contextuelle nationale, d'embrasser de façon nouvelle la mission de réconciliation à laquelle Dieu nous appelle, et de choisir de re-développer les ministères en français. De concert avec le nouveau Conseil des ministères des Premières Nations, et l'Unité des Ministères interculturels et des communautés diverses, l'Unité des Ministères en français est un partenaire intégral et actif de la *Vision transformatrice* énoncée par l'engagement à la mission interculturelle de l'Église Unie pris par le Conseil général en 2006.

## **2. Notre contexte : Les Temps sont favorables ! Il est temps d'agir !**

Nous vivons une situation nouvelle, un contexte nouveau et favorable pour l'accueil et la relance de la mission en milieu francophone. Une mission que nous voulons respectueuse des personnes et des identités, ouverte et dynamique et qui n'hésite pas à risquer des chemins nouveaux pour rejoindre nos contemporains. Nos expériences et les études sur le sujet (*Environics*) montrent que beaucoup de personnes, et en particulier les jeunes adultes de 20 à 40 ans, sont à la recherche de valeurs combinant spiritualité, écologie, justice et liberté, dans une atmosphère familiale dépouillée de jugement. En beaucoup d'aspects, c'est une « génération neuve », détachée de toute expérience d'Église : au Québec, le taux de fréquentation des Églises – toutes dénominations confondues – avoisine les 5 %, une chute de 60 % depuis 1965 ! Pas étonnant que cette génération cherche des repères spirituels et identitaires. Cette recherche est aussi présente au sein des diverses communautés francophones au Canada. Si cette génération ne connaît que peu ou pas l'Église, elle en a néanmoins une image figée et rigide, étroite et moralisatrice. En même temps, elle porte un regard curieux et intéressé sur l'univers spirituel et religieux. Le pourcentage des personnes en recherche spirituelle, notamment au Québec (environ 20 %) mais également ailleurs au pays, est significatif.

À son meilleur, l'Église Unie du Canada a des trésors qui semblent correspondre aux attentes de ces personnes. Lorsqu'elles découvrent son existence, elles sont profondément touchées par l'alternative crédible que leur offre notre Église : inclusivité et équité des genres, ouverture et accueil, liberté de penser et de prise de parole, diversité et ouverture théologique, participation démocratique, option pour la justice sociale, économique et écologique. Les exemples de gens d'origines culturelles de plus en plus diverses qui viennent à nos paroisses « pour voir » ne

manquent pas; plusieurs s’y joignent et y retrouvent la foi. Et ceux et celles qui choisissent l’Église Unie du Canada apportent un témoignage extraordinaire :

*« L’Église Unie n’est pas au courant du trésor spirituel qu’elle détient... Aujourd’hui, libre de dire, de penser et d’actualiser mon potentiel, j’apporte mon aide lorsque les besoins sont requis avec les autres membres, et ma vie de foi est nourrie et vécue avec discernement. »*

(Marie-Andrée B.)

*« À l’Église Unie Saint-Pierre, je me sens chez moi comme jamais auparavant. »* (Nicole H.)

*« J’ai trouvé une Église pour le monde d’aujourd’hui. »* (Stéphane G.)

*« Je viens de Terre-Neuve et je suis Anglophone et je suis candidat au ministère ordonné à l’Église Unie Saint-Jean à Montréal.*

*Pendant le temps que j’ai fréquenté la paroisse Saint-Jean, j’ai beaucoup apprécié l’atmosphère de simplicité et d’humilité dans la communauté. Je n’en suis pas certain, mais peut être que ce sentiment plonge ses racines dans le fait que la partie francophone de l’Église Unie a toujours été minoritaire, et donc a plus l’expérience de la marginalisation. Dans cette communauté actuelle, je trouve qu’il y a moins de sentiment de peur face au processus de transformation qui se déroule dans notre Église. Peut-être quand on est habitué à l’idée d’être un groupe minoritaire, nous sommes plus prêts à accepter cet appel de devenir le levain dans la pâte. »*

(Isaac M.)

*« À 20 ans j’ai quitté un Dieu terrible, vengeur, dogmatique et pingre.*

*Après 35 ans d’abstinence de foi j’ai remis les pieds dans une église pour voir si Dieu avait changé. J’ai mis les pieds à Saint-Jean.*

*J’y ai trouvé une parole complètement différente de ce que l’on m’avait enseigné.*

*J’y ai trouvé l’ouverture.*

*J’y ai trouvé de bonnes et belles personnes.*

*J’y ai trouvé une belle église (Église Unie du Canada)*

*J’y ai trouvé la foi*

*J’y ai trouvé le sourire de Jésus.*

*J’y suis bien et je donne selon mes talents... »* (Jean-Claude L.)

Nous avons des **défis de taille** à relever pour revitaliser notre mission et notre présence :

- Développer notre présence en milieu francophone : comme dénomination, chercher à créer de nouveaux ministères là où des possibilités et des efforts nouveaux se manifestent; explorer une variété de styles de ministères : redévelopper des paroisses, communautés de base, centres d’accueil et de prière, pastorale régionale itinérante, ministère de spiritualité et de justice sociale, etc.
- Présenter une image de l’Église Unie du Canada qui soit accueillante aux francophones, respectueuse de leur identité et non assimilatrice; dépasser la perception de nombreux francophones d’être une Église « pour les Anglais ».
- Assurer une plus grande visibilité de l’Église Unie du Canada dans les milieux francophones. Création de nouveaux ministères, communication de notre message, formation et utilisation de notre leadership francophone et bilingue font partie d’une même stratégie de mission.

L'Église Unie parmi les francophones est largement méconnue et certainement pas comme « Église à vocation nationale ».

Nous avons aussi de **grands atouts** :

- Une quête spirituelle nouvelle dans la société qu'il faut saisir comme don et appel de Dieu.
- De profondes racines identitaires franco-protestantes dans l'Église Unie comme dans la société – bien que largement méconnues.
- Comme Église prophétique et novatrice, une tradition de créativité et de mission capable d'inventer, de discerner les signes de l'Esprit, et de répondre de façon contextuelle aux questions spirituelles et sociales des gens de ce pays et de ce temps.
- Des nouvelles vocations au ministère ordonné et laïc, d'une diversité croissante d'origines culturelles, exprimant et la vitalité de nos communautés et la pertinence du message de l'Église Unie au Canada en contexte francophone.
- Des signes d'un intérêt renouvelé dans l'Église Unie à travers le pays pour la reprise du développement des ministères en français, notamment dans les synodes M&O, des Maritimes et de Gitchi-Manitou, à Winnipeg et dans d'autres lieux. Un intérêt profond pour le dialogue, le respect des identités, la réconciliation et la mission (Annexe C).
- Un nouvel esprit de prise en compte des ministères en français dans les programmes, collaborations et partenariats inter-unités aux bureaux du Conseil général.
- Notre décision de devenir une Église interculturelle – le partenariat solidaire avec les Premières Nations et les communautés culturelles diverses – nous offre une occasion unique de faire valoir les spécificités de notre identité francophone et d'en faire bénéficier l'identité et la riche diversité de notre Église.

Notre vision et notre plaidoyer pour notre Église est de repartir *tous et toutes* en mission, ce qui ne peut se faire qu'ensemble, comme dénomination et comme Corps du Christ, divers et uni. **Les temps sont favorables** à un nouveau départ de la Mission en milieu francophone, au Québec et partout où il y a une population francophone significative, tels dans les synodes M&O, des Maritimes, de Gitchi-Manitou et le Consistoire de Winnipeg.

### **3. Notre stratégie : de nouveaux développements pour les ministères en français**

Ce rapport propose une stratégie intégrée de développement des ministères en français comprenant les éléments suivants :

#### **1.0 Ressources humaines**

**Théologie** : Les ministères sont un don de Dieu, offerts pour construire l'Église de Jésus Christ en vue de la Mission de Dieu, et comme tels doivent être utilisés à bon escient pour l'édification du Corps du Christ et son rayonnement dans la société et dans le monde.

**Vision/Objectifs d'implantation** : Utiliser au mieux les ressources humaines des francophones et personnes bilingues en les plaçant dans des contextes, paroisses, ministères où leurs dons, vocation, connaissance de la langue, de la culture et du contexte seront mis à profit pour le témoignage et le développement des ministères auprès des francophones.

**Un kairos à saisir** : Depuis une quinzaine d'années nous avons été béni par une reprise marquée des vocations au ministère, manifestant, d'une part, la vitalité de nos communautés de foi, et

d'autres part, le fait que l'Évangile de Jésus Christ tel que présenté par l'Église Unie constitue une véritable option de vie parmi les francophones. Notre défi est de ne pas pouvoir ouvrir autant de postes que nous avons de vocations ni de pouvoir placer les candidats-es francophones au ministère dans des contextes favorables. Ce n'est faire bonne utilisation des dons que Dieu donne à l'Église.

À titre d'exemple, la paroisse Saint-Pierre de Québec a vu au cours des 13 dernières années cinq de ses membres être formés et ordonnés au ministère pastoral. Une agente de pastorale laïque est présentement en cours de discernement. L'Église Unie Saint-Jean a présentement un candidat au ministère en formation et deux autres qui ont exprimé leur vocation et sont en train de compléter les pré-requis éducatifs. L'Église Unie St. James de Montréal a aussi vu une de ses membres francophones être ordonnée. D'autres aussi sont en processus d'admission, provenant notamment de communautés culturelles francophones. À notre connaissance, un seul de ces récents ministres a été placé pour faire du ministère en français.

Les lieux de stages (éducation supervisée au ministère) et de placements en français sont deux éléments clés de la formation et de la bonne utilisation du leadership de l'Église. Ces deux dimensions font cruellement défaut, pèsent sur les vocations et bloquent le développement des ministères en français. Nous avons pu constater que, sans lieux de stage et sans débouchés de ministère en français, certaines personnes hésitent ou même renoncent à devenir candidat-e au ministère.

***Le rapport présente des recommandations relatives aux :***

*1.1 Stages de formation des candidats-es francophones et bilingues*

*1.2 Placements des candidats-es aux ministères francophones et bilingues*

**2.0 Discernement du contexte, de la mission et de l'appel au ministère**

***Théologie : Un ministère d'accueil et d'accompagnement***

En allant vers les autres, c'est vers Jésus Christ que nous allons. En répondant avec respect et hospitalité à leur quête, c'est à Jésus Christ que nous répondons et dont nous découvrons le visage multiple parmi nous. La découverte des autres – aux niveaux local et mondial – que Dieu a placé sur notre chemin, est aussi la découverte de Jésus Christ, en particulier parmi les plus vulnérables, marginalisés et ignorés auxquels il s'est identifié. (Matthieu 25)

***Vision/Objectifs*** : L'Église Unie est invitée de façon nouvelle à considérer ses paroisses et ministères comme des lieux d'accueil, d'accompagnement et de mission pour tous et toutes. Cette inclusivité s'adresse également aux francophones et ne saurait être définie et limitée par la langue de la majorité, mais minimalement inclure les deux langues officielles du pays (dans les contextes où il existe une majorité ou une minorité francophone significative) et toutes les autres langues possibles; dans une véritable célébration des richesses et diversités culturelles multipliant les chances de « rencontres et de communautés authentiques ».

Cette intentionnalité d'accueil, d'hospitalité, d'accompagnement et de mission doit notamment se retrouver dans le processus d'évaluation des besoins (JNAC) et dans les termes de l'appel pastoral.

## **2.1 Rendre le JNAC plus explicite concernant l'inclusivité culturelle**

L'esprit du JNAC est d'aider à construire « des communautés authentiques » en facilitant un processus de discernement de l'appel de Dieu à la mission dans un contexte de ministère spécifique mais à la fois large et inclusif.

*Les recommandations de la section 2.1* stipulent que dans les contextes où il y a un potentiel d'accueil et de ministère auprès des francophones, ces données du JNAC soient intégrées dans l'énoncé de mission ainsi que dans la description du poste et des responsabilités de l'appel d'une personne ordonnée ou laïque; qu'un guide soit développé et un accompagnement offert aux paroisses concernées par leur consistoire ou synode.

## **2.2 Capacités linguistiques et culturelles pour l'appel à un ministère**

L'Esprit de Dieu travaille dans le monde et au sein de la communauté entourant nos Églises. Aujourd'hui cet Esprit nous appelle de façon nouvelle à bâtir une Église diverse, culturellement inclusive et contextuelle. Afin de servir Jésus Christ et les besoins de la communauté, le leadership de nos Églises doit pouvoir se mouvoir avec aisance au sein de leur contexte de ministère et bénéficier de capacités linguistiques et culturelles pour exercer un ministère large et inclusif. Dans une perspective de témoignage et de mission, de tels requis normaux pour le service outremer doivent normalement s'appliquer aussi au Canada. Les compétences linguistiques et culturelles ont un grand impact sur la crédibilité de l'Église Unie et sur le développement des ministères en français.

*Les recommandations 2.2* invitent les paroisses et ministères situés dans des contextes où le français est soit la langue de la majorité, soit celle d'une minorité significative, à faire du français un des requis de l'appel et encouragent le / la candidat-e à suivre une formation linguistique et culturelle en français défrayée par un fond national d'éducation permanente.

## **3.0 Éducation et Formation**

### *Théologie : Discerner les dons, équiper les ministères*

Dieu nous appelle à faire partie du ministère de Jésus Christ et pour ce faire, distribue des dons divers à l'Église pour sa vie, sa mission dans le monde et la sauvegarde de la Création. L'Église est appelée à la fois à discerner « les signes des temps » pour vivre en fidélité avec l'Évangile de Grâce, de Justice et de Paix, et à discerner les dons et ministères qui correspondent à des défis, des temps et des lieux particuliers.

*Vision/Objectifs* : La Vision transformatrice de l'Église nous apparaît effectivement comme un de ces signes des temps, comme une reprise actualisée du récit de Pentecôte, de la naissance de l'Église, où chacun et chacune pouvait communier au Christ vivant en étant saisi de son message chacun-e dans sa langue, sa culture, son identité... L'Unité des Ministères interculturels et des communautés diverses souligne à juste titre la diversification de la population canadienne et invite toute l'Église à l'ouverture, l'accueil inconditionnel et la transformation de nos relations de pouvoirs en des relations de respect, de justice et d'amour.

Pour ce faire, l'Église Unie doit pouvoir compter sur un leadership bien préparé pour son ministère et sa mission, en particulier s'assurer que les francophones et personnes bilingues aient accès à une formation adéquate, contextualisée, en vue d'équiper et de développer les ministères divers, laïcs et ordonnés, dont elle a besoin pour répondre à sa vocation et à l'appel de Dieu.

Tout en reconnaissant les progrès effectués au cours des dernières décennies, notamment par un accord intervenu entre le Séminaire Uni et l'Université de Montréal concernant la formation en français, nous devons continuer de construire sur cette base.

*Les recommandations de la section 3.0* stipulent que L'Église Unie du Canada s'assure de la présence d'un centre et d'un programme de formation théologique en Français, et le développement d'un cours sur l'histoire, la culture et la sociologie religieuse des diverses communautés francophones ainsi qu'un programme de formation de superviseurs-es de stages.

#### **4.0 Capacités linguistique et culturelle en français**

*Théologie* : Dieu nous aime, nous visite et chemine avec nous en Jésus Christ pour partager, accompagner et vivre l'Évangile, pour écouter les rêves, consoler les affligés-es, appeler à choisir la Vie en justice et plénitude et offrir une pastorale incarnée, il nous faut parler la langue de ceux et celles à qui l'on s'adresse.

*Vision/Objectifs* : Nous voyons une Église Unie qui puisse accueillir, répondre, accompagner et témoigner auprès de tous et toutes, et spécifiquement, mais de manière inclusive, auprès des francophones, à travers des postes, un réseau de personnes et de communautés identifiées à travers tout le pays.

La capacité de parler le français, n'est pas un simple acte social, culturel ou politique mais ecclésiologique et fait partie de la vocation et de la mission de l'Église Unie au Canada tout entier; certains postes et certaines fonctions des bureaux de l'Église Unie doivent aussi pouvoir refléter cette réalité et offrir un service et un leadership en ce sens. Nous nous réjouissons de la bonne volonté croissante dans l'utilisation du français au sein des programmes de plusieurs unités et des bureaux du Conseil général. Il s'agit de faire un effort intentionnel pour que des postes précis, sélectifs, et certains porte-parole puissent fonctionner professionnellement en français, écrit comme oral, afin de répondre à l'intérêt actuel et aux besoins du développement des ministères en français.

*Les recommandations de la section 4.0* demandent la mise sur pied d'un fond d'éducation permanente pour l'étude de la langue et de la culture française ainsi qu'une évaluation des capacités de travail en Français aux bureaux du Conseil général ainsi que la désignation sélective de postes où ces capacités sont nécessaires et requises.

#### **5.0 Création de ministères en français**

*Théologie* : L'Esprit de Dieu est vivant dans notre société et dans le monde; cet Esprit sème l'Amour, l'Espérance et nous appelle à aimer, prendre soin des Humains et de la Création afin que tous et toutes aient la Vie en abondance; c'est la Bonne Nouvelle de l'Évangile de Jésus Christ que nous devons vivre et annoncer ensemble.

*Vision/Objectifs* : L'Église Unie du Canada est appelée à célébrer aujourd'hui une compréhension renouvelée de l'Évangile, de sa mission et de sa place dans le contexte du pays entier comme au sein de l'Église mondiale, au service de toutes les populations et cultures constituantes. Cette célébration de l'identité de l'Église Unie du Canada, avec ses composantes des Premières Nations, des Francophones, des Communautés culturelles, de la majorité

anglophone, nous appelle aujourd'hui à repartir ensemble dans la Mission de Dieu pour chercher et bâtir le Royaume et sa Justice.

Nous avons souligné que « Les francophones protestants et la présence de l'Église à la société francophone font partie de la question identitaire même de l'Église Unie du Canada qui, précisément pour répondre à sa vocation d'être l'Église Unie nationale au Canada, se doit aussi d'être présente de manière crédible et engagée aux sociétés francophones et active dans son soutien des ministères en français ».

Pour reprendre les mots de la modératrice Marion Best réfléchissant sur notre Église : « Les francophones n'ont pas prospéré au sein de l'Église Unie du Canada ». Dieu nous appelle aujourd'hui à inverser cette descente et choisir la mission.

« *Les Temps sont favorables* » et l'Église Unie du Canada se doit d'agir et d'investir dans de nouveaux ministères en français, afin de :

- répondre aux vocations qui naissent depuis plus d'une décennie;
- briser la spirale de la diminution des paroisses et ministères francophones de l'Église Unie;
- créer un réseau viable et dynamique de communautés et ministères francophones au-dessus de la masse critique actuelle;
- discerner les signes de l'Esprit vivant de Dieu qui sème une nouvelle soif de spiritualité et de recherche parmi les francophones et les gens de ce pays.

Nous croyons que nous avons, comme Église canadienne, atteint un point critique qui est aussi une chance, une espérance et une opportunité : celle de choisir de développer et de créer des ministères en français de manière intégrée et concertée comme Église Unie du Canada, plutôt que de risquer de les laisser disparaître.

De l'information complémentaire accompagne ce rapport. Vous pouvez consulter l'annexe 4 du Cahier de travail no 2 – Une vision pour les Ministères en français sur <http://GC40.united-church.ca/downloads/workbooks> présente une liste de nouveaux ministères émergents en attente d'appui en termes de ressources humaines et financières. Ces bourgeons naissants encore fragiles appellent un soutien et des investissements de notre Église afin qu'ils prennent vie et racines. **Pour pouvoir réussir et être efficace, la création urgente de nouveaux ministères, clé de voûte d'un ensemble de mesures, nécessite à la fois un acte de foi et le choix d'un soutien financier étalé sur plusieurs années.**

Ce rapport fait valoir que toutes les mesures mises de l'avant font partie d'un tout et sont des stratégies intégrées pour le développement.

*Les recommandations de la section 5.0* promeuvent une stratégie intentionnelle, graduelle et soutenue de développement de 5 nouveaux ministères capables d'avoir un impact réel et spirituel, concret et durable tant sur le secteur francophone de plusieurs régions du pays que sur notre Église comme dénomination. Des explorations préliminaires sérieuses nous indiquent qu'un tel effort financier est possible dans la situation financière actuelle. Il s'agit pour les instances décisionnelles de l'Église, d'en faire une priorité ecclésiologique.

Jésus dit encore :

*Voici à quoi ressemble le Royaume de Dieu : une personne répand de la semence dans son champ. Ensuite, elle continue à dormir durant la nuit et à se lever chaque jour, pendant ce temps les graines germent et poussent sans qu'elle sache comment. La terre fait pousser d'elle-même la récolte : d'abord la tige des plantes, puis l'épi vert, et enfin le grain bien formé dans l'épi. Dès que le grain est mûr, la personne se met au travail avec sa faucille, car le moment de la moisson est arrivé.* (Marc 4:26-29 TOB)

La Grâce de Dieu a pourvu en faisant pousser quête de sens et de spiritualité.

Il nous reste à répondre car,

**Les Temps sont favorables.**

Unités des Ministères en Français (UMiF)

## **A VISION FOR FRENCH MINISTRIES IN THE UNITED CHURCH OF CANADA**

**Origin: Unité des Ministères en Français/ Unit for Ministries in French (UMiF)**

*“The time is right...”*

*“The United Church of Canada has inherited a great responsibility as far as French work is concerned. ... The United Church of Canada, which by the grace of God strives to have a share in the building of the Kingdom of God on earth, is faced with the responsibility of trying to help people throughout Canada, of different languages and cultures, to understand each other. From the Baie des Chaleurs to the Queen Charlotte Islands we must be one Church. ....”* (UCC Year Book, Vol. II, 1963)

*“... That The United Church of Canada commit itself to becoming an intercultural Church, and the intercultural dimensions of ministries be a denominational priority in living out its commitment to racial justice, where there is mutually respectful diversity and full and equitable participation of all, Aboriginal, Francophone, ethnic minority, and Ethnic majority constituencies in the total life, mission, and practices of the whole Church.”* 39th General Council 2006, Thunder Bay

### **Background**

Ours is a broad vision of The United Church of Canada as a Church called to live out a renewed understanding of the Gospel in our contemporary context. We share a vision of a United Church that serves all populations and cultures that make up the country through relationships that are just, inclusive, and mutually life-giving. From the perspective of renewing our common mission in Christ, we believe in a Church that gives equal space in the Circle – in terms of dignity, value, respect and support – to the various groups that make up the country and our Church: the First Nations to whom God entrusted the care of this part of Creation; the Francophones whose Protestant roots and witness go back to the beginnings of the French presence in Canada; the various cultural minorities who contribute to our collective cultural richness and who are vulnerable to racism; and the Anglophone majority whose identity is also in transition. It is through interrelationships of mutual support that all of the components and constituencies of our

**603 Duties of Permanent Committees.** Permanent Committees shall be a resource to the Executive of the General Council, to make possible and effective the role of the Executive of the General Council. Permanent Committees shall not manage the work of the General Council working units. The duties of a Permanent Committee shall be:

- a. to review work coming before the Executive of the General Council;
- b. to be the means by which all the related policy work of the working units is prioritized and comes to the Executive in a coherent, integrated, and manageable form;
- c. to co-ordinate and present policy recommendations;
- d. to make Decisions as delegated in the area assigned, and to delegate other functions to working units resource staff, sub-committees, working groups or other Task Groups;
- e. to ensure and to model the principle of collaboration healthy working relationships between staff and elected members;
- f. to advise and to guide the Executive of the General Council on matters relevant to the mandate of the Permanent Committee; and
- g. to carry out other duties as requested.

### **GCE 17 – Une Vision pour les Ministères en français dans l'Église Unie du Canada**

**Origine:** Exécutif du Conseil général

Unité des Ministères en français (UMiF)

**Implications financières:** Total de 3,52 millions sur 13 ans

**Implications en ressources humaines:** Intégrées dans le travail actuel de 1,5 postes existants

**Source de financement:** À être déterminée par l'Exécutif du Conseil général

#### **Propositions :**

L'Exécutif du Conseil général propose

**Que le 40<sup>e</sup> Conseil général :**

**déclare que les ministères en français font partie intégrante de l'identité, de la mission et de la vision d'avenir de l'Église Unie du Canada;**

**engage l'Église à consolider et à développer les ministères en français de manière soutenue, avec l'objectif d'implanter au moins cinq nouveaux ministères en français;**

**reçoive le rapport « Une Vision pour les Ministères en français dans l'Église Unie du Canada », et confie ce rapport et ses recommandations à l'Exécutif du Conseil général afin qu'il les intègre à sa planification pour la prochaine période triennale;**

**et requiert que l'Exécutif fasse rapport de la mise en œuvre des recommandations de ce rapport au 41<sup>e</sup> Conseil général.**

**Recommandations :****1. Maximisation du déploiement des effectifs en ressources humaines****1.1 Stages de formation des candidats-es francophones et bilingues**

- 1.1.1 les *politiques* et pratiques de l'ÉUC concernant les stages soient ajustées pour permettre des stages en contexte francophone ;
- 1.1.2 les stages incluent la possibilité de servir en français pour les candidats-es francophones et bilingues qui le demandent ;
- 1.1.3 un Fonds national soit créé afin d'aider au paiement de stages en français pour les paroisses et ministères qui seraient reconnus valables comme lieux de stage mais qui n'auraient pas le financement suffisant ;
- 1.1.4 l'Unité Ministères pastoraux, de présence et de formation (*CECM*), dans ses études et réflexions en cours concernant l'avenir et la restructuration des stages, intègre les éléments ci-dessus dans ses recommandations, en consultation avec l'UMiF et les autres unités concernées.

**1.2 Placements des candidats-es aux ministères francophones et bilingues**

- 1.2.1 les politiques de placement des candidats-es de l'ÉUC soient ajustées pour permettre des placements là où il y a des possibilités manifestes de ministère en français, y compris dans leur propre synode ;
- 1.2.2 les procédures et formulaires de placement incluent, pour les paroisses qui font une demande de placement, un engagement à faciliter le développement d'une pastorale en français dans les cas où les candidats-es sont francophones ou bilingues ;
- 1.2.3 le Comité de placement, dans le cas de candidats-es francophones ou bilingues, consulte expressément les synodes concernés avec haute proportion francophone (tels M&O, Maritimes, Gitchi-Manitou, ainsi que tout autre synode qui exprimerait un intérêt pour le ministère en français) ;
- 1.2.4 la possible restructuration des modes de placement intègre les éléments ci-dessus dans ses recommandations et politiques, en consultation avec l'UMiF.

**2. Discernement du contexte, de la mission et des conditions d'appel au ministère****2.1 Rendre le JNAC plus explicite concernant l'inclusivité culturelle**

- 2.1.1 le processus d'évaluation de la mission et des besoins du ministère paroissial et communautaire (*JNAC*) mette l'accent, dans les contextes où cela est pertinent, sur le potentiel d'accueil et de ministère auprès de la diversité culturelle du contexte, et spécifiquement auprès des francophones, et intègre ces données dans la déclaration de mission ainsi que dans la description du poste et des responsabilités de l'appel d'une personne ordonnée ou laïque ;
- 2.1.2 les synodes et consistoires des contextes où il y a un nombre significatif de francophones, notamment à l'intérieur des synodes M&O, des Maritimes et de Gitchi-Manitou, du Consistoire de Winnipeg et d'autres intéressés, veillent à ce que le processus de réflexion, d'analyse et d'évaluation intègre les facteurs contextuels en termes de populations et de diversité de culture, et inclue notamment la réalité francophone au sein de leur mission et témoignage, de même que les autochtones, les personnes de communautés culturelles diverses, et les personnes ayant des besoins spéciaux ;

- 2.1.3 le guide du *JNAC* soit moins général mais rendu plus explicite en ce qui concerne l'articulation d'intentionnalité de ministère et de mission auprès des francophones, ainsi qu'auprès d'autres communautés et cultures.

## 2.2 Inclusion des compétences linguistiques et culturelles pour l'appel à un ministère dans des contextes spécifiques

- 2.2.1 les paroisses et ministères situés dans des contextes où le français est soit la langue de la majorité, soit celle d'une minorité significative, considèrent faire du français un des requis de l'appel, ou du moins requièrent que le / la candidat-e suive une formation linguistique en français dans les deux ans suivant son entrée en fonction ;
- 2.2.2 les synodes M&O, des Maritimes et de Gitchi-Manitou accompagneront les consistoires, paroisses et ministères dans ce discernement contextuel des besoins linguistiques et culturels, avec le soutien de l'UMiF et en collaboration avec l'Unité Ministères pastoraux, de présence, et de formation (*CECM*) et l'Unité Politiques et services concernant le ministère et l'emploi (*MEPS*) ;
- 2.2.3 la formation linguistique et culturelle en français sera pleinement éligible aux Fonds alloués pour la formation permanente (Education permanente), augmentée d'un Fonds national constitué spécifiquement à cet effet.

## 3 Éducation et Formation

- 3.1 l'Église Unie du Canada s'assure de la présence d'un centre et d'un programme de formation théologique dispensant une formation en français pour les candidats-es au ministère et les laïcs, avec un contenu théologique et pastoral comprenant une connaissance culturelle et linguistique du Québec et des diverses communautés culturelles francophones au pays ;
- 3.2 un cours sur l'histoire, la culture et la sociologie religieuse des diverses communautés francophones à travers le Canada sera mis sur pied, offert dans les deux langues officielles sur Internet, accessible, reconnu et crédité par toutes les écoles de théologie de l'Église Unie du Canada ;
- 3.3 un financement de dix mille dollars (10 000\$) sera accessible pour le développement d'un tel cours, et ce sous la supervision conjointe de l'UMiF et de *CECM* (objectif : offert en Septembre 2011 au plus tard) ;
- 3.4 un *Programme de formation de superviseurs-es de stages* sera offert en français afin que les candidats-es francophones et bilingues puissent avoir accès à une expérience de ministère au cours de leur formation pratique dans un contexte francophone ; de telles expériences formatrices marquent une vie, un ministère, et développent la confiance.

## 4 Besoins et formation en français

- 4.1.1 un Fonds de formation en français sera créé afin de financer la formation linguistique, en priorité, de ceux et celles dont le travail et/ou le ministère contextuel requiert une compétence de la langue française ;
- 4.1.2 ce Fonds sera administré par *MEPS*, comme une partie intégrée mais distincte du programme de formation permanente,
- 4.1.3 l'élaboration des critères d'attribution et la nature des programmes validés se feront conjointement avec l'UMiF ;

4.1.4 ce Fonds de formation linguistique en français rendra disponible vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) par année pendant une période de 5 ans. Une évaluation sera tenue au cours de la cinquième année avant une reconduite éventuelle du programme.

#### 4.2 Le français dans les bureaux du Conseil général

- 4.2.1 le *MEPS*, en coopération avec l'UMiF et en consultation avec d'autres Unités, identifiera certains postes précis où le français est utile et nécessaire, ainsi que d'autres où il serait souhaitable mais non requis,
- 4.2.2 que ce requis du français fasse partie des descriptions de compétences et des politiques d'embauche de l'Église, et mis en œuvre graduellement lorsque des postes sont déclarés vacants (ex. : certains postes dans la Production de ressources, le Web, les Communications, le Développement des paroisses et ministères).

### 5 Création de ministères en français

- 5.1 Développement d'une stratégie intentionnelle, graduelle et soutenue de développement de nouveaux ministères capables d'avoir un impact réel et spirituel, concret et durable tant sur le secteur francophone de plusieurs régions du pays que sur notre Église comme dénomination ;
- 5.2 la création de l'équivalent de 5 nouveaux ministères à temps plein en français au cours des cinq (5) prochaines années suivant le Conseil général, de 2010 à 2014 inclusivement, afin de répondre aux possibilités réelles de développement, notamment, mais sans exclusion, dans les synodes M&O, des Maritimes, Gitchi-Manitou et du Consistoire de Winnipeg ;
- 5.3 l'équivalent de un (1) ministère à temps plein sera créé chaque année entre 2010 et 2014, ce qui permettra d'échelonner les investissements financiers de manière graduelle et planifiée, de mettre en place le support nécessaire au niveau des communautés locales, des consistoires et des synodes, de recruter le personnel adéquat et d'apprendre des expériences, défis et réussites au fur et à mesure du développement des nouveaux ministères (voir le tableau et échéancier financier) ;
- 5.4 chacun de ces ministères sera soutenu pendant une période de cinq (5) ans, à raison de cent mille dollars (100 000\$) pour l'équivalent d'un poste à temps plein ;
- 5.5 après cinq (5) ans, chaque ministère verra son soutien diminué de \$ 20 000 chaque année pendant quatre ans (4) entre 2015 et 2022, pour arriver à un soutien local et autonome (voir tableau et échéancier financier).

Note : lorsqu'il est fait mention de l'équivalent à temps plein de cinq (5) ministères, ou de la création de l'équivalent de un (1) ministère par année, cela ne veut pas dire nécessairement que chaque ministère créé sera un plein temps. Certains projets visent un ministère à temps partiel. Dans les faits, selon les demandes, l'on pourrait voir la création de 6 ou 8 nouveaux ministères différents, équivalents au financement de 5 pleins temps.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
A	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	80,000	60,000	40,000	20,000				
B		100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	80,000	60,000	40,000	20,000			
C			100,000	100,000	100,000	100,000	80,000	60,000	40,000	20,000			
D				100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	80,000	60,000	40,000	20,000	
E					100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	80,000	60,000	40,000	20,000
Total	100,000	200,000	300,000	400,000	500,000	480,000	440,000	380,000	300,000	200,000	120,000	80,000	20,000

Total sur 13 ans \$ 3,52 millions

- NOTES:
- Le tableau ne tient pas compte de l'inflation.
  - Le 100 000 \$ comprend la portion salariale (employé et employeur) plus des ressources additionnelles de programme.
  - Le projet suppose de nouvelles ressources de programme au niveau régional, y compris l'accès à un lieu de réunion et des revenus provenant de dons.
  - Les débuts échelonnés permettront au synode et à l'UMiF de soutenir en priorité les nouveaux ministères pour leur première année de fonctionnement.

## 6. Procédure de mise en marche, d'évaluation et de partage des apprentissages

Suite au Conseil général, advenant une décision favorable, la Secrétaire générale et l'Exécutif du Conseil général détermineront la provenance des fonds ;

- 6.1 L'UMiF continuera de fournir un support d'accompagnement aux communautés, consistoires et synodes dans l'élaboration de leurs projets de ministères en français ;
- 6.2 Ces projets suivront la procédure normale d'appui aux niveaux des instances locales et régionales de l'Église (communautés locales, consistoires, synodes) et /ou de leurs comités autorisés ;
- 6.3 L'UMiF en collaboration avec *CECM*,
- 6.3.1 recevra ces projets, approuvera leur appui, suivra leur évolution,
- 6.3.2 développera en collaboration avec les instances locales des outils appropriés d'évaluation annuelle,
- 6.3.3 partagera avec l'Église les apprentissages et les résultats,
- 6.3.4 approfondira, avec les autres unités et instances et l'Église, une théologie contextuelle de notre expérience de développement et de mission,
- 6.3.5 reliera cette expérience avec celle d'autres secteurs de l'Église en lien avec celle de l'Église mondiale en collaboration avec l'unité Justice, mondialisation et relations œcuméniques (*JGER*) ;
- 6.3.6 continuera de développer des ressources et du matériel liturgique pour nourrir spirituellement ces nouveaux ministères.

*Jésus dit encore :*

*Voici à quoi ressemble le Royaume de Dieu : une personne répand de la semence dans son champ. Ensuite, elle continue à dormir durant la nuit et à se lever chaque jour, pendant ce temps les graines germent et poussent sans qu'elle sache comment. La terre fait pousser d'elle-même la récolte : d'abord la tige des plantes, puis l'épi vert, et enfin le grain bien formé dans l'épi.*

*Dès que le grain est mûr, la personne se met au travail avec sa faucille, car le moment de la moisson est arrivé. (Marc 4:26-29 TOB)*

La Grâce de Dieu a pourvu.  
Il nous reste à répondre car,  
**Les Temps sont favorables.**

Unités des Ministères en français (UMiF)